

Cohésion sociale, solidarités, territoires...

Associations et projets à réinventer ?



ATELIER **B6**

DOSSIER DOCUMENTAIRE

COOPÉRATIONS ET TERRITOIRES

QUELS PROJETS PERTINENTS ?

L'ATELIER

Dans un contexte de recomposition de l'offre, de modernisation des politiques publiques, territoire(s) et coopération(s) sont aujourd'hui présentés comme dans la régulation des politiques publiques. Néanmoins, ces notions restent particulièrement plastiques. Quelle (bonne) définition du territoire, des territoires ? Que revêt la notion de coopération ? Le raisonnement en termes de territoire(s) permettrait de créer des synergies et de faire émerger des coopérations. Se regrouper prendrait sens dans les bassins de vie structurant la cohésion sociale soutenue par des associations locales. Territoire et coopération interagissent, s'alimentent. Quelle est l'échelle territoriale pertinente pour soutenir les projets de solidarité ? Comment les acteurs réfléchissent leur

périmètre d'intervention et formalisent un outil adapté à la prise en charge des publics vulnérables ?

Le réseau développe depuis des années des outils pratiques pour accompagner les associations dans leurs démarches de mutualisation. Celles-ci se matérialisent, de l'intelligence collective, à la fusion de structures, en passant par le regroupement. Le territoire se construit comme un espace d'initiatives et de solidarité, mobilisant les associations tant dans leur position d'acteur économique, que dans leur positionnement social. Comment la proximité et l'ancrage local sont effectivement des valeurs forces de nos associations ?

LE DOSSIER

Ce dossier contient une liste de textes ressources sur cette thématique : ouvrages de référence, articles d'Union Sociale, textes réglementaires, guides, communiqués et positionnement politique...

Il mentionne également les sources et les liens vers les sites Internet ou les numéros de fiches de notre base d'information. Pour obtenir le commentaire de notre

réseau et le document en texte intégral (saisir le n° de fiche dans l'espace recherche en page d'accueil du site). Remarque : les commentaires de la base d'information peuvent être réservés aux adhérents de l'Uriopss ou de l'Uniopss.

Dossier établi au 10 janvier 2013 par les documentalistes du réseau Uniopss-Uriopss.

Sommaire

➤ La coopération : définition(s)

Réunir des acteurs volontaires ...
Sur un territoire donné ...
Dans un contexte en mutation

➤ La dynamique inter associative de la coopération

Enjeux et outils

Productions du réseau Uniopss-Uriopss

Types de coopération

- 1 -CPOM
- 2- GCSMS
- 3 Fusion / regroupement
- 4 Réseaux

➤ La coopération comme dialogue avec les pouvoirs publics

Associations et Etat

1. Enjeux
2. Participation aux politiques publiques

Associations et collectivités territoriales

- 1 .Enjeux
2. Participation aux politiques territoriales

➤ **La coopération : définition(s)**

Réunir des acteurs volontaires ...

Coopérer, c'est reconnaître des légitimités différentes / Uniopss, revue *Union sociale* n°235, mars 2010

Coopérer, coordonner : nouveaux enjeux / Cedias, revue *Vie sociale* n°1/2010, 2010

⇒ Plan du dossier :

- Les politiques et dispositifs de coordination
- Les implications institutionnelles
- L'impact sur les pratiques professionnelles
- Les coopérations citoyennes

Les adhérents face au tout économique : Coopération et mobilisation citoyenne / Uniopss, revue *Union sociale* n°233, janvier 2010

Sur un territoire donné ...

Etre "développeur" de territoire. Mobiliser les acteurs / Marc Vandewynckele, Joseph Licata, Ed. Chronique Sociale, octobre 2010, 112 pages

Lecture sociale d'un territoire / Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale d'Auvergne, Caf et le Conseil général du Puy-de-Dôme, avril 2010 - Fiche N° 58686

La coopération : en Auvergne, tirer les leçons de l'expérience / Uniopss, revue *Union sociale* n°226, avril 2009

L'intervention sociale d'intérêt collectif : de la personne au territoire / Cristina De Robertis, Marcelle Orsoni, Henri Pascal, Micheline Romagnan, Presses de l'EHESP, septembre 2008, 300 pages

Aménagement du territoire, services publics et services au public / Conseil économique et social, janvier 2006, 143 pages

Saisir l'occasion de bâtir des projets sur un territoire / Sylvie Mathieu, Andrès Atenza, Uniopss, revue *Union Sociale* n°183, janvier 2005, pp 30-31

Aménagement du territoire et établissements de santé / Rapport du Conseil économique et social, 12 mai 2004 - Fiche N° 32405

Décentralisation, Etat et territoires / Éditions La Documentation française, revue *les Cahiers français* n°318, janvier 2004, 94 pages

Travail en réseau et territoires d'action / Actif, revue *les cahiers de l'actif* n°324-325, mai-juin 2003, 229 pages

Le travail social à l'épreuve du territoire / Jacques Ion, Privat éditions, janvier 1991, 172 pages

Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales / Hadjou Lamara, revue *Développement durable et territoires* [revue électronique], Varia, 07 juillet 2009, 16 pages

⇒ Disponible sur le site : <http://developpementdurable.revues.org/8208>

Dans un contexte en mutation

Le monde associatif en mutation / revue *juris associations* n°465, 1^{er} octobre 2012

⇒ Sommaire de la revue:

- Les défis à relever, expérimenter de nouvelles façons de travailler en réseau / Philippe Eynaud, nathalie Raulet-Croset, pp 18-19
- Financement public et climat de crise / Viviane tchernonog, pp 20-22
- Quels scénarios pour l'avenir ? / Jean-Louis laville, pp 23-25
- Restructuration : les singularités du secteur / Philippe Eynaud, Géraldine Schmidt, pp 30-32

Le secteur PNL dans la dynamique des coopérations. Dossier / Fehap, revue *Perspectives sanitaires et sociales* n°216, mai 2011

Conjoncture – Associations au bord de la crise de nerfs » Dossier / revue *Juris Associations* n°413, 15 février 2010

⇒ Plan du dossier :

- La crise, une responsabilité pour les associations et leurs dirigeants !
- Les associations, victimes ou bénéficiaires de la crise ?
- La crise, la concurrence et les associations
- Recherche finances désespérément
- SOS... association en difficulté : le report du paiement des cotisations
- Reclassement des salariés : une obligation réelle et sérieuse pour l'association employeur

Faire société : les associations de solidarité par temps de crise / sous la direction de Robert Lafore, Uniopss, Dunod, janvier 2010, 256 pages

Quel avenir pour l'union ? Dossier / revue *Juris associations* n°400, 1^{er} juin 2009

⇒ Plan du dossier :

- Réseaux, mutualisation et fédérations : des outils de dynamisation de la vie associative ?
- Les outils juridiques au service de l'union
- Restructuration du tissu associatif médico-social : « tendance morte » ou volontarisme des autorités publiques ?

Mieux accompagner les transformations socio-économiques du secteur associatif / Fonda, revue *La tribune fonda* n°197, juin 2009

⇒ Disponible sur le site : <http://www.fonda.asso.fr/Mieux-accompagner-les.html>

> La dynamique inter associative de la coopération

Enjeux et outils

Les coopérations dans le secteur médico-social. Guide méthodologique / ANAP, février 2012, 104 pages - Fiche N°65914

Ce guide intervient dans le prolongement du guide méthodologique sur les coopérations territoriales publié en mars 2011 par l'ANAP. L'ANAP présente le guide comme un outil d'accompagnement du secteur pour qu'il se réforme.

Le guide a pour vocation de partager des expériences de coopérations médico-sociales, proposer des démarches méthodologiques communes et duplicables pour des coopérations en gestation ou à venir, contribuer au mouvement d'adaptation du secteur médico-social.

Restructuration : une partie délicate. Dossier / revue Juris associations n°437, 15 avril 2011

⇒ Plan du dossier :

- Les raisons - Pression des partenaires ou démarche volontaire pour répondre à une situation donnée.
- Les outils - Contrat de prestation de service, mandat de gestion et location civile, apport partiel d'actif, fusion et recours à un organisme tiers.
- Les enjeux - L'impact financier, l'accompagnement managérial, le coût fiscal et les conséquences sociales.
- L'intérêt - Diversifier ses compétences pour ne pas être dépendant d'une seule activité et donc être plus fort face à la concurrence.

Coopération, groupement et fusion dans le secteur sanitaire, social et médico-social / sous la dir. Yasmina Lemoine, IDAES, 2^{ème} édition, décembre 2010, 239 pages

La question de la coopération entre associations et établissements du secteur sanitaire, social et médico-social est importante pour l'évolution et l'avenir de ce secteur. Elle a pour origine à la fois les recommandations des pouvoirs publics et la situation même des organismes gestionnaires qui peuvent être confrontés à des problématiques de management, de financement, de développement de leur activité ou de gestion des ressources d'une façon générale.

Pour aider les associations à faire les choix les plus adaptés à leur situation et à leurs objectifs de développement, ce guide pratique propose à la fois une méthodologie pour mener la réflexion en amont de la prise éventuelle de décision et des outils pratiques tels des fiches de présentation des différents modes de coopération ainsi que des exemples et des modèles types de textes constitutifs et d'organisation (commentaire fait par l'éditeur).

Mutualisation, solidarité financière : les moyens d'action / Fanny Gerome, revue Juris association n°430, 15 décembre 2010, pp 43-45

Guide coopérations et rapprochements associatifs / UNAPEI, décembre 2010, 117 p - Fiche N° 61175

⇒ Sommaire du guide :

- Le rapprochement des associations, un enjeu majeur pour le Mouvement Unapei
- Le rapprochement des associations, mode d'emploi
- Les solutions juridiques autour des rapprochements
- Les enjeux des opérations de restructuration
- Les modalités pratiques des fusions absorption, des fusions création et des scissions (apports partiels d'actif)
- Panorama de quelques formes "souples" de regroupements

La coopération. Enjeux et outils / revue *Direction(s)* n°5 Hors-série, novembre 2010, 119 pages

⇒ Au Sommaire:

- La coopération entre établissements et services : une évidence
- Adopter une démarche projet pour créer une coopération
- Les formes de coopérations propres au secteur
- Les formes de coopération non spécifiques au secteur

S'unir pour le pire... ou le meilleur ? / Florence Elguiz, revue *TSA mensuel* n°15, septembre 2010

Recrutement de personnel administratif, social, médical ou soignant, acquisition de moyens logistiques ou techniques, développement de services communs comme la restauration, la blanchisserie ou les transports, création de nouvelles activités, gestion des autorisations de ses membres... le groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS), instauré en 2006 pour doper les démarches partenariales jusqu'alors restées embryonnaires, offre aux associations gestionnaires et à leurs établissements de nombreuses possibilités de mutualisation. Confrontés à des défis majeurs - concurrence accrue, maîtrise des dépenses publiques, départs massifs à la retraite, amélioration des prestations délivrées aux usagers, etc. - auxquels ils peuvent peiner à répondre s'ils restent isolés, les acteurs se sont-ils emparés de cet outil ?

S'unir pour financer un équipement lourd / revue *TSA Mensuel* n°15, Septembre 2010

Confrontés à l'obsolescence de leurs blanchisseries respectives, deux centres communaux d'action sociale, un centre hospitalier spécialisé et une association du handicap ont constitué un GCSMS pour s'offrir un équipement neuf.

La GPEC, un vecteur de changement / Florence Roque, revue *TSA Mensuel* N°14, Juillet 2010

L'association « Ensemble vers l'insertion et l'emploi » a été l'une des premières à se lancer dans la démarche de « gestion prévisionnelle des emplois et des compétences » (GPEC) encouragée par l'Uriopss de Haute-Normandie depuis 2004. Point d'étape.

Les outils juridiques au service de l'union. in dossier « quel avenir pour l'union ? » / revue *Juris associations* n°400, 1^{er} juin 2009, pp. 18-23

Restructuration du tissu associatif médico-social : tendance morte ou volontarisme des autorités publiques ? in dossier « quel avenir pour l'union ? » / revue *Juris associations* n°400, 1^{er} juin 2009, pp 24 -26

Contractualisation: bilan des groupements de coopération / TSA en ligne, mai 2009

⇒ article qui nécessite de se connecter :

<http://www.tsa-quotidien.fr/action-sociale/etablissements-et-services/a-14025/contractualisation-bilan-des-groupements-de-cooperation.html?xtmc=coopération&xtcr=27>

La direction générale de l'action sociale a diffusé un nouveau bilan des remontées issues de l'enquête "SOLENE" portant sur 26 groupements de coopération sociale ou médico-sociale (GCSMS). Ce document se substitue à celui rendu public fin avril.

Les D3S, fers de lance de la coopération territoriale ? / Linda daovanny, TSA en ligne, 6 mai 2009

⇒ article qui nécessite de se connecter :

<http://www.tsa-quotidien.fr/action-sociale/statuts/a-13995/les-d3s-fers-de-lance-de-la-cooperation-territoriale.html?xtmc=coop%C3%A9ration&xtcr=26>

En contrepartie d'un statut revalorisé, les directeurs des établissements publics sanitaires, sociaux et médico-sociaux (D3S) ont été encouragés à participer à une dynamique de recomposition du territoire se traduisant par des regroupements d'établissements. Quinze mois après le lancement de cette réforme, il apparaît que les directions communes gagnent du terrain.

Un contrat ad hoc. in dossier « Relations avec les autorités de tarification » / revue *Direction(s)* n°60, février 2009

Il nous faut jouer la carte de la pluralité in dossier « Relations avec les autorités de tarification » / revue *Direction(s)* n°60, février 2009

Productions du réseau Uniopss-Uriopss

Positionnement du réseau Uniopss-Uriopss sur la coopération / Groupe de travail coopération Uniopss-Uriopss, 22 février 2012, 4 pages - Fiche N°65042

La coopération se fonde sur l'ambition de réunir des acteurs, sur un territoire, afin de travailler ensemble à une œuvre commune. Concrètement la coopération peut prendre la forme de collectifs informels, de partenariats formalisés ou non, de la conduite d'une action en commun, de la mutualisation d'actions, de moyens, de personnes, de ressources. Une coopération peut aussi se définir par la création d'un siège social, une nouvelle entité juridique (Association, Groupement d'Employeurs, Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale...), et aller jusqu'à la fusion d'associations. Quelque soit la forme des coopérations elles visent, sur un territoire, à l'amélioration de l'accompagnement des personnes par la mise en cohérence des acteurs.

Le groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS). Fiche pratique gestion – mode de coopération / Uniopss – Cnar, mai 2009 – mise à jour décembre 2010, 6 pages - Fiche N°49877

Le GCSMS est un outil qui offre de nombreuses possibilités. Outre la mutualisation de moyens (locaux, véhicules, personnel,...), la mise en commun de services (juridiques, comptables,...) ou d'équipements (restauration,...), il permet des interventions communes de professionnels ou encore l'exercice direct de missions et prestations habituellement exercées par un établissement ou service du secteur social et médico-social. Toutefois, rappelons que le panorama des différentes solutions qui s'offrent aux associations sanitaires et sociales souhaitant faire évoluer leur mode de gestion est vaste et ne se limite pas au GCSMS (voir fiche "Introduction aux différents modes de gestion").

Congrès Uniopss 2010 – Atelier B6 : La coopération : enjeux politiques et stratégiques et pratiques associatives / Analyse - synthèse de documents du 14 avril 2010, Uniopss - Fiche N°55087

Comment, dans le contexte actuel, les associations de solidarité et leurs établissements et services peuvent-elle se regrouper ou coopérer et demeurer dans une démarche véritablement partenariale, leur offrant souplesse de gestion, tout en respectant leur projet et leur liberté d'initiative et d'organisation ?

La coopération entre les associations sanitaires et sociales. L'autodiagnostic stratégique / Pierre Gaudier, Thierry Vergnaud - Uriopss Rhône-Alpes, Guide pratique n°2, 14 p. + 2 livrets cadre d'analyse, 24 septembre 2009 - Fiche N° 51933

Introduction aux différents modes de gestion. Fiche pratique de gestion - Modes de coopération / Uniopss, Cnar, 4 mai 2009, 5 pages - Fiche N°49885

Les associations sanitaires et sociales peuvent souhaiter, à un moment donné, réviser leur mode de gestion afin d'anticiper et de l'adapter, tant à leurs propres évolutions internes qu'aux évolutions de leur environnement. Cette interrogation sur la gestion de leurs activités économiques peut avoir des origines diverses : stratégie de développement, amélioration de la continuité de la réponse aux usagers, mise en commun de moyens, sauvegarde d'une activité en difficulté...

Types de coopération

1 - CPOM

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens / Sorinthe Sa, revue *TSA Mensuel* n°8, décembre 2009

Les plus grands établissements et services sociaux et médico-sociaux devront prochainement conclure un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. La loi Hôpital, patients, santé et territoires a en effet conditionné leur financement à la signature de ces conventions. Pourquoi le législateur a-t-il généralisé cet outil ? Quelles sont les structures concernées ?

L'envolée des contrats pluriannuels d'objectifs / Sorinthe Sa, revue *TSA Mensuel* n°3, juin 2009

Au coeur des évolutions du secteur social et médico-social, les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) connaissent un net regain d'intérêt. Décrits lors de leur lancement fin 2005, ils fleurissent désormais dans le secteur. Qui est concerné ? Quels sont les champs à la pointe de la contractualisation ? Un récent bilan de la direction générale de l'action sociale apporte les premières réponses.

Dossier du ministère sur les CPOM : <http://www.social-sante.gouv.fr>

(Rubrique Personnes âgées / Autonomie > Informations pratiques > Les établissements et services sociaux et médico-sociaux / Cpom) avec à télécharger : Présentation CPOM / Support formation CPOM / Recueil des bonnes pratiques de rédaction d'un CPOM (9 p.) / Guide Méthodologique

Pluri annualité budgétaire et CPOM pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux / Uniopss, revue *Union Sociale* Hors-série n°220, septembre 2008, pp 54-57

Les Contrats pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) des établissements et services sociaux et médico-sociaux / Uniopss, revue *Les cahiers de l'Uniopss* n°20, septembre 2008

CPOM : un « nouveau contrat de confiance » ? / revue *Juris associations* n°379, 15 mai 2008, 13 pages

CHRS : conclure un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens / revue *TSA* n°1153, 14 mars 2008, 2 pages

Guide méthodologique de signature d'un CPOM et recueil de bonnes pratiques de rédaction d'un CPOM / DGAS, décembre 2007

La gouvernance du champ social et médico-social en question / revue *ASH* n°2534, 7 décembre 2007

Le contrat d'objectifs et de moyens / revue *Direction(s)* n°36, décembre 2006, p.32.

2. GCSMS

La fiscalité des groupements ou partenariats / Ophélie Dantil, revue *Juris associations* n°443, 15 juillet 2011, pp 36-37

GCSMS : le régime fiscal en question / Brigitte Clavagnier, revue *Juris associations* n°438, 1^{er} mai 2011

Coopération : le secteur entre défiance et engouement / Aurélie Vion, revue *TSA Mensuel* n°15 septembre 2010

Promu par les pouvoirs publics comme l'instrument de coopération le plus adapté au secteur, le groupement de coopération sociale et médico-sociale suscite toujours l'ambivalence. L'éventail des possibilités offertes par cet outil, qui peut mener jusqu'à la fusion d'établissements, demeure source d'ambiguïtés et d'inquiétudes.

Le groupement de coopération sociale ou médico-sociale / Sorinthi Sa, revue *TSA Mensuel* n°14, juillet 2010

Le groupement de coopération sociale ou médico-sociale est un instrument juridique destiné à favoriser la coopération et la complémentarité entre les établissements sociaux ou médico-sociaux. Désormais, son régime est calqué sur celui des groupements de coopération sanitaire.

GCSMS : un régime juridique aligné sur celui des groupements de coopération sanitaire / Dominique Larose, *TSA en ligne*, avril 2010

⇒ article qui nécessite de se connecter :

<http://www.tsa-quotidien.fr/action-sociale/etablissements-et-services/a-56431/gcsms-un-regime-juridique-aligne-sur-celui-des-groupements-de-cooperation-sanitaire.html?xtmc=cooperation&xtcr=17>

L'ordonnance de coordination de la loi HPST (Hôpital, patients, santé et territoires) a ajusté le statut des groupements de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS) en référence à celui des groupements de coopération sanitaire. Tour d'horizon de l'impact de cette mesure.

Le groupement de coopération sociale et médico-sociale. Fiches pratiques de gestion / Séverine Dupont-Darras, Nicolas Blineau, Louise Wiar, Uniopss, Cnar, mai 2009 – mise à jour décembre 2010, 6 pages - Fiche n° 49877

Zoom sur le Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (GCSMS) / Pierre Gaudier, Marc Pillon, Eric Raouf - Uriopss Rhône-Alpes, Guide pratique n°1, 25 septembre 2008, 14 pages - Fiche N° 45912

Le groupement de coopération : un instrument à manier avec précaution / revue *ASH* n° 2556, mai 2008

Les groupements de coopération sociale et médico-sociale, présentation des principales caractéristiques / Uniopss, décembre 2006 - Fiche n°39063

3. Fusion / restructuration

Fusion : que deviennent les salariés ? / revue TSA hebdomadaire n°24, juillet 2011

ESMS : la fiscalité des groupements ou partenariats / revue Juris Associations n°443, 15 juillet 2011

La fusion : points de repère / Pierre Gaudier, Marc Pillon, Jean-Claude Montblanc, Uriopss Rhône-Alpes, guide pratique de la coopération n°3, 1^{er} octobre 2010, fiche n°57661

Le groupement comme prélude à une fusion / revue TSA Mensuel n°15, septembre 2010

Une logique stratégique et économique / revue TSA Mensuel n°15, septembre 2010

En Ile-de-France, 17 structures spécialisées dans la prise en charge à domicile des personnes âgées dépendantes se sont unies au sein d'un groupement.

Des centres de travail protégé se regroupent pour valoriser leurs savoir-faire / revue Direction(s), mai 2010

Quand l'union entre établissements fait la force / Aurélie Vion, revue TSA Mensuel n°12, avril 2010

En Alsace, neuf associations à but non lucratif gérant des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes se sont unies au sein d'une association. Objectifs : s'entraider et mutualiser certains postes de dépenses.

Un groupement, solution à la fermeture d'un centre / revue Direction(s), mars 2010

Dix points clés pour réussir un regroupement d'établissements ou d'associations / revue Direction(s) n°67, octobre 2009

Outil d'aide à la structuration d'un groupe économique solidaire. Étude pratique COORACE / Extra muros consultant, Coorace mars 2009, 36 p.

<http://www.socialement-responsable.org/fichier/635/groupes-economiques-solidaires.pdf>

Guide financier pour les groupes économiques solidaires. Étude pratique COORACE / Citos conseil, Coorace, 2009, 44 pages

http://www.franceactive.org/upload/uploads/File/ressources_documentaires/114535_guidefigroupesolidaire.pdf

Organisation juridique et fiscale des groupes économiques solidaires. Étude pratique COORACE / cabinet TAJ, Coorace, 2009, 58 pages

<http://www.coorace.org/downloadfichier?id=7071>

4. Réseaux

Un réseau pour décroisser les pratiques / Marion Leotoing, revue TSA Mensuel n°9, février 2010

Réseaux, mutualisation et fédérations : des outils de dynamisation de la vie associative ? in dossier « quel avenir pour l'union ? » / revue juris associations N°400, 1^{er} juin 2009, pp 14-17

➤ La coopération comme dialogue avec les pouvoirs publics

Associations et Etat

1. Enjeux

Pour un partenariat renouvelé entre l'Etat et les associations / Rapport remis par Jean-Louis Langlais, inspecteur général de l'administration honoraire, à la Ministre en charge de la vie associative, Paris, juin 2008, 62 pages

<http://www.fonda.asso.fr/Pour-un-partenariat-renouvele.html>

La clarification des partenariats par la sécurisation des financements publics. issu de l'ouvrage « Rentrée sociale des associations sanitaires, sociales et médico-sociales, enjeux politiques et budget prévisionnels 2009, Document conjoncturel / Union, septembre 2008, p. 15

Santé et solidarité, vers un partenariat public-privé / Jean-Claude Ricci, Intervention lors de l'assemblée générale de l'Uriopss Paca, 19 juin 2008 - Fiche N°44409

La gouvernance associative à l'épreuve des mutations dans les rapports entre acteur associatif et pouvoirs publics / Philippe Ligneau, *Revue de Droit sanitaire et social RDSS*, mars-avril 2008, p 235

Association-pouvoirs publics. Peuvent-ils encore travailler ensemble ? / ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale), revue *Territoires* n°463, 2005

Les associations et leurs partenaires publics / revue *Informations sociales* n°121, 2005, 120 pages

Expérimenter de nouveaux modes de coopération associations-institutions / site internet Projets Citoyens, décembre 2010

<http://www.projets-citoyens.fr/node/2353>

Permettre aux associations de développer la participation des citoyens à la décision publique et à la vie locale (article en ligne)

<http://www.associations-citoyennes.net/?p=329>

2. Participation aux politiques publiques

Les interpellations des candidats à la présidentielle et du gouvernement par les organisations représentatives des associations et de l'ESS » issu de l'ouvrage « Rentrée sociale des associations sanitaires, sociales et médico-sociales, enjeux politiques et budget prévisionnels 2013 / réseau UNIOPSS-URIOPSS, septembre 2012, pp 34-36

Association et collectivités publiques ; Contrat – Partenariat / Juris Edition, Uniopss janvier 2010, 300 page - Fiche N° 52708

Contribution de l'Uniopss pour une modernisation de la politique d'hébergement et d'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées / Uniopss, 11 juin 2009 - Fiche N°50493

Contribution de l'UNIOUSS en réaction à la note initiale d'Alain Régner « Pour une modernisation de la politique d'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées » Cette note d'Alain Régner intervient dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par Mme Boutin.

Contribution de l'Uniopss au questionnaire du Comité de protection sociale / Uniopss, 8 juin 2009 - Fiche N°50386

La DGAS a demandé aux membres du CNLE (Conseil National de Lutte contre l'Exclusion) de contribuer à une réponse à un questionnaire émanant du Comité de Protection Sociale.

Le comité de protection sociale, en charge des questions sociales et en lien avec la Commission Européenne, propose ce questionnaire parce qu'il a retenu pour 2009 le thème « Sans abris et exclusion du logement » pour le volet inclusion sociale. Ce questionnaire est adressé aux Etats membres, à qui il est demandé de consulter les acteurs du secteur, d'où la demande du CNLE.

Associations de proximité et politiques publiques, la difficile prise en compte de projets hors normes / Gabriel d'Elloy, Fonda, revue *La tribune fonda* n°190, avril 2008, pp. 27-42

<http://www.fonda.asso.fr/Associations-de-proximite-et,624.html>

Associations de solidarité, acteurs économiques et politiques / Uniopss, revue *les cahiers de l'Uniopss* n°19, juin 2007, 338 pages

L'action publique aujourd'hui, quel rôle pour les associations ? / Texte de réflexion préparatoire au séminaire du 14 décembre 2006 sur le thème "les associations dans un monde en changement", Fonda, revue *La tribune fonda* n°183, février 2007, pages 103-107

<http://www.fonda.asso.fr/L-action-publique-aujourd-hui-quel.html>

Crise et renouveau du politique : quelle contribution des associations ? / Regards croisés d'élus politiques, d'associations et de chercheurs, Colloque organisé par le CEVIPOF et la Fonda, les 17 et 18 janvier 2007

<http://www.fonda.asso.fr/Crise-et-renouveau-du-politique,456.html>

Le mouvement associatif veut être reconnu comme interlocuteur sur les politiques de l'emploi / revue *ASH* n° 2428-2429, 11 novembre 2005

La consolidation des relations contractuelles entre les pouvoirs publics et les associations / Conférence nationale de la vie associative, CPCA, mai 2005

La consolidation des relations contractuelles entre les pouvoirs publics et les associations / Jean-François Collinet, Philippe Bachschmidt, CNVA, CPCA, mai 2005, 26 p.

Le Premier ministre a décidé de tenir cette année la première Conférence nationale de la Vie associative, pour examiner avec les associations elles-mêmes les conditions dans lesquelles l'Etat peut mieux accompagner le développement et la vitalité du monde associatif.

Associations de proximité et pouvoirs publics : quels partenariats pour quelle participation à la vie publique ? / Actes de la rencontre du 9 décembre 2002 à Marseille, Fonda, revue *La tribune fonda* n°164, décembre 2003

<http://www.fonda.asso.fr/Associations-de-proximite-et.html>

⇒ Sommaire des actes :

- Produire une parole associative collective...
- S'impliquer dans des instances de participation...
- Construire de nouveaux partenariats avec les pouvoirs publics...
- ... Pour légitimer et renforcer la participation des associations de proximité à la vie publique

Le rôle et la place des associations dans la définition et la mise en œuvre des actions sociales et médico-sociales / Uriopss Paca et Corse, Assemblée plénière, Conseil Départemental de Concertation des Bouches du Rhône, 28 novembre 2002

« Pour un développement des solidarités » - charte d'orientation des relations entre le ministère de l'emploi et de la solidarité et l'Uniopss, représentant les associations des secteurs sanitaire, social et médico-social

Signée le 27 mars 2002 à Tours à l'occasion, par Elisabeth Guigou, Ministre de l'emploi et de la solidarité, et Jean-Michel Bloch-Lainé, Président de l'Uniopss

Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques / Laurence Bherer, revue *Participations* n°2011/1, 2011, De Boeck Supérieur, 348 pages
http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=PARTI_001_0105

Comment témoigner du rôle politique des associations. Extraits des contributions et positions collectées dans le cadre du processus de préparation du Manifeste présenté au XXX^{ème} Congrès de l'Uniopss janvier 2010 / Uniopss, 2010 - Fiche N°57090
http://www.uriopss-pacac.asso.fr/resources/trco/pdfs/2010/B_fevrier_2010//Manifeste_synthese_contributions_janvier2010.pdf

Pour légitimer et renforcer la participation des associations à la vie publique : les formes de relations entre associations et pouvoirs publics dans les Bouches-du-Rhône / Etienne Balan, Emmanuelle Benson, Anne Le Guillou, 8 pages

Associations et collectivités territoriales

1. Enjeux

Quel bilan des Etats généraux de la démocratie territoriale ? / Uniopss, revue *Union Sociale* N°261, novembre 2012, pp 26-28

Coopérer, coordonner : nouveaux enjeux / Cedias, revue *vie sociale* n°1, mars 2010, 192 pages

⇒ Sommaire de la revue :

- Les politiques et dispositifs de coordination
- Les implications institutionnelles
- L'impact sur les pratiques professionnelles
- Les coopérations citoyennes

Collectivités publiques et associations : Normalisation des relations. dossier / Revue *Juris Associations* n°367, 1^{er} novembre 2007, pp 13-25.

La cohésion territoriale et le développement local au défi des territorialités discontinues. in Dossier « Les relations entre associations et collectivités : vers quel avenir ? » / Christine Romero, revue *Management & Avenir* 2010/10 n°40, Editions Management Prospective, 340 p
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=MAV_040_0313

2. Participation aux politiques territoriales

Contribution associative sur le PRIAC PACA 2012-2016 / Uriopss Paca et Corse, 3 septembre 2012

Le secteur associatif tient à rappeler les difficultés rencontrées lors de l'élaboration du SROMS en raison des contraintes temporelles et d'une méthodologie de concertation et de contribution peu propice à la prise en compte des analyses du secteur non lucratif. Aussi, le secteur associatif s'interroge-t-il sur l'effectivité de la démocratie sanitaire – qui constitue un des enjeux de la loi HPST.

Schéma régional de prévention : la contribution de l'Uriopss / Uriopss Nord-Pas-de-Calais, 30 mars 2012

Contribution de l'URIOPSS LR sur les projets de schémas régionaux / Uriopss Languedoc-Roussillon, 23 février 2012

Contribution de l'Uriopss au volet Personnes en situation de handicap du SDOSMS du Nord / Uriopss Nord-Pas-de-Calais, Gilles Atmeare, 1^{er} février 2012

Le volet personnes en situation de handicap du SDOSMS a fait l'objet de plusieurs consultations. Après avoir participé aux Conseil départemental consultatif des personnes handicapées et au Conseil départemental consultatif de développement social, l'Uriopss a produit une contribution que vous pouvez trouver en pièce attachée.

Quelle contractualisation entre les associations et les collectivités publiques ? entre partenariat et prestation de services / FNARS, Samuel Le Floch, décembre 2011, 133 pages

http://cnar-sport.franceolympique.com/cnar/fichiers/File/Outils/guide_fnars_2011_.pdf

Projet régional de santé : la contribution inter associative / Uriopss Nord-Pas-de-Calais, 20 décembre 2011

Les réseaux associatifs souhaitent exprimer leurs analyses et leurs propositions après une étude approfondie et partagée de chacune des composantes du PRS et la recherche d'une cohérence d'ensemble. Leur contribution se fonde sur un dialogue dans la durée entre les réseaux associatifs, sur des réunions avec les responsables associatifs, et sur des rencontres dans les 4 territoires avec les associations et leurs représentants dans les conférences de territoires.

Orientations stratégiques PRS - Contribution URIOPSS / Uriopss Pays de la Loire, 5 mai 2011

Plateforme "organisation – coopération" de l'Uriopss Paca / Uriopss Paca et Corse, 2 mai 2011

Dans le cadre de sa mission de soutien technique, l'Uriopss a mis en place un accompagnement qui s'appuie sur des outils et une méthodologie (créée par le réseau Uniopss-Uriopss), et qui vous permettra d'intégrer l'ensemble des dimensions de votre projet. Cet accompagnement s'intègre dans le cadre de la « Plateforme organisation – coopération » créée spécifiquement à cet effet. Cette plateforme est animée par des conseillers techniques aux compétences spécialisées, alliant expertises techniques et transversales qui peuvent guider les associations depuis la phase de sensibilisation et de présentation des outils jusqu'à la phase de finalisation du projet de coopération.

Guide méthodologique des coopérations territoriales / ANAP, mars 2011,
<http://www.anap.fr/detail-dune-publication-ou-dun-outil/recherche/guide-methodologique-des-cooperations-territoriales/>

Les relations entre associations et collectivités : vers quel avenir ? / Florence Abrioux, revue *management & avenir* n°40, octobre 2010, 340 pages
<http://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2010-10-page-186.htm>

Contribution de l'Uriopss au débat sur le découpage territorial de l'ARS / Uriopss Nord - Pas-de-Calais, 5 octobre 2010

Dans le cadre de l'analyse menée sur « besoins et territoires : quelles cohérences », l'Uriopss Nord - Pas-de-Calais, en tant que membre de la CRSA, a réalisé une première contribution sur les découpages territoriaux tels que prévus par la loi Hôpital, patients, santé et territoires.

Positionnement de l'Uriopss sur le découpage territorial de santé en Bretagne / Emilie Martin, Uriopss Bretagne, 1^{er} septembre 2010

Participation de l'Uriopss PACA et Corse au PDAHI de Vaucluse / Uriopss Paca et Corse, 15 juillet 2010

L'Uriopss a été sollicitée par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale pour accompagner des groupes de travail sur l'élaboration de 5 fiches actions rattachées au Plan Départemental Accueil Hébergement Insertion du Vaucluse. 5 groupes de travail ont été créés sur la base du volontariat, sur 5 priorités pour le département, du 11 mai au 17 juin 2010, date de la restitution à tous les acteurs concernés.

Propositions Prioritaires de l'URIOPSS Centre / Uriopss Centre, 11 mars 2010

Les Propositions prioritaires de l'Uriopss Centre, adoptées par son Conseil d'administration le 11 mars dernier, comprennent 27 fiches. A travers ce document, l'Uriopss porte le message de l'ensemble de ses associations membres, dans chacun des secteurs qu'elle regroupe. Il a pour objectifs d'attirer l'attention des élus, des administrations et des collectivités territoriales de la région Centre sur les problématiques actuelles du secteur sanitaire, social et médico-social.

Contribution des acteurs non lucratifs de la santé et de la cohésion sociale en vue du Projet Régional de Santé / Uriopss Paca et Corse, février 2010

Schéma Enfance-Famille des Hautes-Alpes / Uriopss Paca et Corse, 8 juin 2009

Le 20 mai 2009 au Conseil Général des Hautes-Alpes à Gap s'est tenu le comité de suivi du schéma Enfance-Famille 2007-2011 des Hautes-Alpes en présence des principaux acteurs concernés.

Dynamiques associatives et transformations des territoires. in dossier « Les relations entre associations et collectivités : vers quel avenir ? » / Marc Fourdrignier, Éditions Management Prospective, revue *Management & Avenir* n° 40, 340 pages
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=MAV_040_0296

Associations et collectivités territoriales au cœur de la démocratie locale. Le cas de l'Indre. in dossier « Les relations entre associations et collectivités : vers quel avenir ? » / Anne Labit, Éditions Management Prospective, revue *Management & Avenir* n° 40, 340 pages

Les associations dans l'action publique locale : participation fonctionnalisée ou ouverture démocratique ? / Jacques de Maillard, revue *Lien social et politique* n°48, 2002, pp 53-65
www.erudit.org/revue/lsp/2002/v/n48/007891ar.pdf

Elus locaux et associations : un dialogue républicain / Sénat, actes de colloque, 28 juin 2001
http://www.senat.fr/notice-rapport/2000/colloque_associations-notice.html

La place des associations dans le développement local. Développement et perspectives / Viviane Tchernonog, actes du colloque de l'ARPROVA, Conseil régional Paca, octobre 1999

La politique de la ville et les associations / guide pratique, repères, éditions de la DIV, 22 pages

www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/associations_cle7f9f5f.pdf

Partenariat associations pouvoirs publics / étude argumentaire, CNAR environnement

<http://www.cnarenvironnement.org/l-etude-argumentaire-partenariat-associations>

La coopération : une opportunité pour les associations sur leur territoire

Par Delphine Guillet, chargée de mission
« gestion tarification » à l'Uniopss.

L'association, plus particulièrement l'association de solidarité, est un lieu de coopération entre différentes parties prenantes (administrateurs, salariés, usagers, bénévoles, partenaires, financeurs, collectivités publiques). Ces acteurs mettent leurs compétences et engagements au service d'un projet de transformation sociale. La coopération se fonde sur l'ambition de réunir des acteurs, sur un territoire, afin de travailler ensemble à une œuvre commune. Concrètement, la coopération peut prendre la forme de collectifs informels, de partenariats, de la conduite d'une action en commun, de la mutualisation d'actions, de moyens, de personnes, de ressources. Une coopération peut aussi se définir par la création d'un siège social, une nouvelle entité juridique et aller jusqu'à la fusion d'associations. Quelle que soit sa forme, la coopération vise l'amélioration de l'accompagnement des personnes par la mise en cohérence des acteurs.

Pour autant, la pratique de la coopération est, dans un contexte de réformes abondantes, de recherche d'efficience et de rationalisation des coûts, un exercice parfois délicat pour les acteurs associatifs. Le réseau Uniopss-Uriopss

se mobilise et engage ses adhérents à réfléchir, anticiper les démarches de coopération dans l'objectif de préserver la primauté d'un projet associatif. Pour le réseau, ces démarches nécessitent une vision partagée et une action collective concertée.

Coopérer, une volonté partagée

Dans une démarche de coopération, chaque acteur s'engage dans un projet commun tout en préservant sa propre identité associative. La coopération repose sur le volontariat, sur une libre adhésion de la part de l'ensemble des acteurs engagés. La liberté associative est essentielle dans la construction et la réalisation du projet de coopération. Les partenaires doivent être choisis, le projet à élaborer voulu, tout en prenant en compte l'environnement et ses contraintes.

Une véritable coopération entre plusieurs acteurs est construite lorsque les intérêts des partenaires dans le projet, sont convergents. Elle implique en amont que chaque organisme ait interrogé son propre projet pour interagir de manière cohérente avec le projet de coo-

pération, et sa stratégie pour conduire le changement auprès des parties prenantes de ses activités.

Même si l'objet des organismes est le même, les logiques d'action peuvent différer. Il est nécessaire que chaque partenaire prenne connaissance et respecte la légitimité de l'autre. Dans ce contexte, il est essentiel que les organismes coopérants vérifient leur complémentarité et le partage d'une vision commune.

La coopération est une opportunité de revoir la stratégie associative afin de mettre en cohérence le projet associatif et sa déclinaison opérationnelle avec l'évolution de l'environnement. A cette fin, une analyse prospective est à réaliser en prenant en compte l'interaction entre les facteurs externes (évolutions des politiques sociales) et les facteurs internes (culture et modes de fonctionnement de l'association et des autres organismes). Les dynamiques collectives sont alors un moyen d'agir dans l'environnement en créant des alliances avec d'autres pour réaliser ensemble un projet commun qui permette d'améliorer la qualité et la diversité de l'offre de services sur le territoire. ■

NOTES :

.....

.....

.....

.....

.....



Retrouvez tous les dossiers documentaires du Centre Ressources
sur le site du Congrès et sur nos sites internet, dès le 11 février 2013

► www.congres-uniopss.fr

► Les sites internet du Réseau Uniopss-Uriopss

| | |
|---|--------------------------------------|
| URIOPSS Alsace | www.uriopss-alsace.asso.fr |
| URIOPSS Aquitaine | www.uriopss-aquitaine.asso.fr |
| URIOPSS Auvergne Limousin | www.uriopss-auvergnelimousin.asso.fr |
| URIOPSS Bourgogne | www.uriopss-bourgogne.asso.fr |
| URIOPSS Bretagne | www.uriopss-bretagne.asso.fr |
| URIOPSS Centre | www.uriopss-centre.asso.fr |
| URIOPSS Champagne-Ardenne | www.uriopss-ca.asso.fr |
| URIOPSS Franche-Comté | www.uriopss-f-comte.asso.fr |
| URIOPSS Guadeloupe | www.uriopss-guadeloupe.fr |
| URIOPSS Ile de France | www.uriopss-idf.asso.fr |
| URIOPSS Languedoc-Roussillon | www.uriopss-lr.asso.fr |
| URIOPSS Lorraine | www.uriopss-lorraine.asso.fr |
| URIOPSS Martinique | www.uriopss-martinique.com |
| URIOPSS Midi-Pyrénées | www.uriopss-midipyrenees.asso.fr |
| URIOPSS Nord Pas de Calais | www.uriopss-npdc.asso.fr |
| URIOPSS Normandie (Basse) | www.uriopss-basse-normandie.asso.fr |
| URIOPSS Normandie (Haute) | www.uriopss-hautenormandie.asso.fr |
| URIOPSS Pays de la Loire | www.uriopss-pdl.asso.fr |
| URIOPSS Picardie | www.uriopss-picardie.asso.fr |
| URIOPSS Poitou-Charentes | www.uriopss-poitou-charentes.asso.fr |
| URIOPSS Provence - Alpes Côte d'Azur et Corse | www.uriopss-pacac.asso.fr |
| URIOPSS Rhône Alpes | www.uriopss-ra.asso.fr |
| URIOPSS La Réunion-Mayotte | www.uriopss-reunion.asso.fr |
| UNIO PSS | www.uniopss.asso.fr |